

**Conseil économique et social**

Distr. générale
18 juillet 2019
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité de l'énergie durable****Groupe d'experts de l'efficacité
énergétique****Sixième session**

Bangkok, 7 et 8 octobre 2019

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Plans d'action nationaux en matière d'énergie
durable – des engagements à l'action (atelier)**

**Groupe d'experts de l'énergétique
renouvelable****Sixième session**

Bangkok, 7 et 8 octobre 2019

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Plans d'action nationaux en matière d'énergie
durable – des engagements à l'action (atelier)**

**Atelier sur les plans d'action nationaux en matière d'énergie
durable – des engagements à l'action****Note d'information sur l'énergie durable pour tous en Europe de l'Est,
dans le Caucase et en Asie centrale****Note du secrétariat****I. Contexte**

1. La Commission économique pour l'Europe (CEE) travaille actuellement à la mise en place d'un projet financé par le Compte de l'ONU pour le développement qui s'intitule « Énergie durable pour tous en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale ». Ce projet vise globalement à renforcer les capacités des pays de la région (Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan et Kirghizistan) d'élaborer des plans d'action nationaux pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) liés à l'énergie.

2. Un rapport établi dans le cadre du projet fournit une analyse des études de cas nationales réalisées dans les cinq pays concernés, examine les politiques et pratiques actuelles en matière d'énergie durable, en particulier les cadres réglementaires et institutionnels en place, et formule des recommandations susceptibles d'aider les décideurs à réformer et à ajuster les politiques visant à instaurer un climat favorable aux investissements dans le domaine du rendement énergétique.

3. Le rapport comprend un examen du secteur de l'énergie des pays participant au projet, une évaluation des meilleures pratiques existantes, notamment des stratégies et programmes nationaux visant à renforcer le développement énergétique durable, ainsi qu'une analyse des lacunes et autres difficultés auxquelles se heurtent les pouvoirs publics dans la mise en œuvre de ces politiques. Il avait en outre pour but de procéder à une analyse comparative des cinq études de cas nationales portant sur les progrès réalisés par les pays en vue d'atteindre les objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général de l'ONU et l'ODD 7 visant à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable.



II. Analyse des obstacles et progrès communs

4. L'analyse des rapports nationaux montre que tous les pays examinés, malgré les obstacles importants rencontrés au moment d'entreprendre des réformes et de restructurer leur économie, ont beaucoup investi pour améliorer le fonctionnement du secteur énergétique, transiter vers le développement durable, renforcer l'efficacité énergétique, utiliser davantage les sources d'énergie renouvelables et améliorer l'accès à l'énergie.

5. Tous les pays examinés mettent au point des politiques et pratiques en matière d'énergie, qui ont de nombreuses caractéristiques en commun. Dans le même temps, chacun suit sa propre voie, en fonction de son contexte local particulier. Lorsqu'ils réforment leur secteur de l'énergie, les pays s'attachent en particulier à : créer et appliquer des cadres réglementaires et institutionnels favorables en promulguant des lois et des règlements, accompagnés de textes d'application et de mécanismes d'établissement de normes ; désigner les autorités responsables de la planification, de l'application et du suivi des politiques énergétiques ; élaborer des programmes et documents stratégiques ; et promouvoir des politiques budgétaires adaptées susceptibles d'attirer des investissements étrangers et nationaux. Ils tiennent aussi compte des ODD dans l'élaboration de leurs stratégies et programmes nationaux de développement économique. Toutefois, l'importance accordée aux divers types de politiques et le degré de maturité des politiques et programmes d'efficacité énergétique varient d'un pays à l'autre.

6. Une attention particulière a été portée aux aspects suivants : l'état d'avancement des réformes institutionnelles et structurelles ; l'infrastructure législative et réglementaire existante et les politiques visant à améliorer l'efficacité énergétique et à utiliser davantage les énergies renouvelables ; la question de savoir si le climat d'investissement est propice au financement et à l'utilisation des technologies avancées dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ; l'intensité énergétique du secteur et quelques autres. On a constaté une certaine similitude dans les problèmes et les obstacles rencontrés par les pays dans la réalisation des ODD et des objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous, mais l'accent a davantage été mis sur les difficultés propres aux pays, auxquelles les gouvernements doivent accorder une attention particulière s'ils veulent rendre les marchés plus attractifs et accroître les investissements pour améliorer le déploiement des technologies avancées d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. Dans certains pays, l'absence d'information et de donnée pertinente concernant l'accès à des services énergétiques modernes, l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable a nui à la précision de l'évaluation.

7. Une autre caractéristique commune tient au fait que la plupart des pays examinés (à l'exception de la Géorgie) ont déjà établi un ensemble solide de lois dans le secteur de l'énergie, mais le manque de règlements, d'instruments normatifs et autres textes d'application empêchent qu'elles soient correctement mises en œuvre. En outre, lorsqu'ils révisent les lois en vigueur, les gouvernements n'introduisent pas toujours les modifications correspondantes dans les actes juridiques concernés, ce qui prête à confusion et réduit l'efficacité de la gouvernance du secteur, en particulier dans les pays où la structure institutionnelle et la répartition des responsabilités entre les acteurs du secteur de l'énergie ne sont pas claires.

8. Contrairement aux pays ayant une grande expérience en matière d'application de politiques d'efficacité énergétique, dans la plupart des pays examinés, la gouvernance en matière d'efficacité énergétique en est toujours à ses premiers stades pour ce qui est des mécanismes de coordination aux niveaux municipal et régional. La plupart des gouvernements doivent encore établir les autorités spécialement chargées de contrôler et de superviser l'application des politiques d'efficacité énergétique au moyen de ces mécanismes de coordination. Il existe aussi des lacunes intersectorielles en la matière. Si le rendement énergétique est un objectif évident dans les secteurs de l'énergie, il arrive souvent que d'autres secteurs énergivores importants tels que le bâtiment, l'industrie et les transports ne reçoivent pas l'attention nécessaire de la part des gouvernements.

9. Les cinq pays ont accompli des progrès considérables dans la promotion de l'énergie renouvelable, et certains ont mis au point des stratégies spécifiques et des mécanismes de soutien financier. Toutefois, aucun n'est parvenu à un niveau suffisant de déploiement des technologies d'énergie renouvelable ou n'a progressé dans la réalisation de l'objectif de l'initiative Énergie durable pour tous consistant à doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique d'ici à 2030. Outre les obstacles à l'application des politiques d'efficacité énergétique, l'absence de texte d'application et le manque d'institutions spécialisées chargées de promouvoir l'énergie renouvelable freinent son développement, son utilisation et son intégration dans le réseau. Les gouvernements devraient élaborer des politiques de développement de l'énergie renouvelable fondées sur une analyse coûts-avantages nationale en prenant en considération toutes les sources d'énergie renouvelables et toutes les technologies disponibles présentant des avantages concurrentiels.

10. Les pays examinés n'ont pas développé un marché attractif propice à d'importants investissements étrangers et nationaux, qui permettrait de déployer des technologies avancées d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable, avec tous les avantages qui en découlent. Le secteur de l'énergie de ces pays nécessite des investissements immédiats pour assurer la remise en état, la modernisation et la maintenance de l'équipement du secteur de l'énergie, qui est souvent vétuste et arrive en fin d'exploitation. Parmi les principaux obstacles aux investissements figurent les structures tarifaires et les subventions, qui maintiennent les tarifs de l'énergie en deçà des niveaux de recouvrement des coûts et diminuent donc l'intérêt des investisseurs pour le déploiement des technologies d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.

11. Sur une note plus positive, les gouvernements des pays à l'étude sont parvenus à élaborer et à appliquer des lois nationales favorables à la libéralisation des structures fiscales, simplifiant les procédures fastidieuses d'autorisation et d'octroi de licences. La plupart des pays ont progressé dans le classement de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires : en 2017, le Kirghizistan occupait le 77^e rang, l'Azerbaïdjan le 57^e, le Bélarus le 38^e, le Kazakhstan le 36^e, et la Géorgie, qui a accompli des progrès notables, était classée 9^e sur les 190 pays couverts par le rapport. Cette progression a contribué à attirer des investissements dans ces pays.

12. L'analyse des études de cas fournies par les cinq pays montre que les problèmes et obstacles qu'ils doivent surmonter dans la réalisation des ODD et des objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous sont similaires, mais qu'il existe des difficultés propres à chaque pays auxquelles les gouvernements doivent accorder une attention particulière s'ils veulent attirer des investissements sur leur marché pour améliorer le déploiement des technologies avancées d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.

III. Problèmes et résultats propres aux pays et recommandations correspondantes

13. Lorsqu'ils élaborent leur politique énergétique, certains pays accordent une attention particulière à l'offre et fixent leurs objectifs de développement le long des chaînes de production pour divers segments du complexe des combustibles et de l'énergie, sans les intégrer dans le cadre global des engagements pris en vue d'atteindre les ODD, en particulier l'ODD 7. Par exemple, l'**Azerbaïdjan** a adopté des feuilles de route stratégiques pour le développement économique du secteur de l'énergie et de ses sous-secteurs, ainsi qu'un ensemble de mesures spéciales visant à atteindre ces objectifs conformément aux délais fixés pour les quinze prochaines années. Cependant, ces plans et mesures n'étant guère rattachés aux objectifs de développement stratégique de l'Azerbaïdjan, les politiques de développement sectoriel actuellement appliquées devraient être revues et alignées sur les principaux programmes stratégiques de développement.

14. La législation du secteur de l'énergie élaborée et appliquée par l'Azerbaïdjan établit un cadre général promouvant l'utilisation rationnelle de l'énergie et des sources d'énergie renouvelables. Toutefois, le pays ne dispose pas d'une stratégie particulière en matière d'efficacité énergétique au niveau gouvernemental ou d'une structure réglementaire efficace propice aux investissements dans le secteur de l'efficacité énergétique.

15. Même si le programme de privatisation vise à appliquer davantage les mécanismes de marché au complexe des combustibles et de l'énergie, notamment par la privatisation des secteurs de l'électricité et du gaz au profit d'investisseurs étrangers, peu de progrès ont été accomplis jusqu'à présent. Les monopoles existants dans ces secteurs limitent la concurrence, et aucune date officielle n'a été fixée pour l'ouverture du marché de l'électricité. La législation en vigueur ne prévoit pas la dissociation de la comptabilité, du fonctionnement et de la gestion dans le secteur de l'électricité – il n'existe aucun fondement juridique à la séparation des activités de production et des activités de transport et de distribution. La seule exception a été la privatisation de plusieurs petites centrales électriques et l'établissement d'une entreprise régionale de distribution d'électricité. L'application de la législation en vigueur continue à poser problème. Par exemple, la loi établit le principe de l'accès sans discrimination à l'infrastructure de réseau. Cependant, dans la pratique, ce principe n'est pas (et ne peut être) respecté en raison de l'actuelle structure du marché. Toutes les entités du secteur du gaz naturel sont publiques, et il n'est pas prévu que cela change dans un avenir proche. Les consommateurs ne peuvent pas acheter de gaz naturel directement auprès du producteur (SOCAR), mais doivent passer par Azerigaz, qui contrôle l'accès au réseau et ne permet pas aux tierces parties d'y accéder.

16. À la lumière de l'analyse de cette étude de cas, il est proposé que le Gouvernement entreprenne une révision de l'actuel *cadre réglementaire* en vue de le moderniser et de regrouper les lois en vigueur relatives à l'efficacité énergétique en un seul texte, qui servirait de fondement et serait étroitement lié aux règlements d'application. Il faudrait également réviser et adapter la structure institutionnelle existante conformément à la nouvelle loi unique sur l'efficacité énergétique. La nouvelle *structure institutionnelle* devrait comprendre des organes gouvernementaux spécialement chargés d'élaborer, d'appliquer et de contrôler les politiques et programmes d'efficacité énergétique devant être exécutés aux niveaux national, régional et municipal. Les politiques devraient prévoir divers *avantages fiscaux* qui, associés à un fonds pour l'efficacité énergétique, augmenteraient l'intérêt des investisseurs potentiels. Pour être efficaces, les politiques et mesures doivent être étroitement *suivies et évaluées*. Étant donné que l'Azerbaïdjan est un pays à forte intensité énergétique, les stratégies et programmes nationaux promouvant l'efficacité énergétique devraient en premier lieu être axés sur les secteurs très polluants et énergivores de l'économie (transports, industrie, habitation). Il faudrait coordonner les activités de renforcement des capacités et de formation et les programmes d'éducation aussi bien au niveau national qu'au niveau régional pour susciter une meilleure *prise de conscience* des avantages découlant du rendement énergétique et de l'utilisation des énergies renouvelables.

17. Le **Bélarus** a établi des cadres institutionnels, législatifs et politiques solides renforçant l'efficacité de la gouvernance et la réglementation du complexe des combustibles et de l'énergie. L'objectif prioritaire des politique et stratégie énergétiques au Bélarus est d'assurer à l'économie nationale un approvisionnement énergétique fiable et durable, tout en réduisant l'intensité énergétique du pays et sa dépendance à l'égard des importations et en améliorant la stabilité financière du secteur. Le Gouvernement cherche à diversifier son bouquet énergétique, en utilisant notamment plus de charbon et d'énergie renouvelable, mais aussi d'énergie nucléaire. Il convient de signaler que la stratégie de développement est fondée sur le principe de l'économie planifiée et qu'elle est gérée d'une manière qui y est conforme.

18. Le concept de sécurité énergétique définit des objectifs à long terme, tels que : la diversification des sources d'approvisionnement en énergie ; l'amélioration du rendement, de la fiabilité et de la gestion du système énergétique ; l'intégration dans le système énergétique mondial ; le développement de la coopération internationale avec l'Union économique eurasiatique (UEE) et l'Union européenne (UE) ; la création d'un marché national de gros pour l'électricité ; et l'élaboration d'une loi sur l'industrie électrique. Le Gouvernement a adopté le Programme relatif au secteur de l'électricité pour 2016-2020 et d'autres programmes stratégiques, qui établissent des indicateurs et des cibles spécifiques. Un plan de développement global pour l'industrie de l'électricité appliqué jusqu'en 2025 prévoit des actions concrètes assorties d'un calendrier de mise en œuvre, notamment l'élimination des subventions croisées dans les tarifs d'électricité (d'ici à 2020), la dissociation des activités (d'ici à 2025) et la création d'un marché de gros et d'un marché

de détail pour l'électricité. Le Gouvernement a également approuvé des objectifs stratégiques dans le domaine du rendement énergétique et de l'économie d'énergie pour garantir la sécurité énergétique et améliorer le niveau de vie de la population et la compétitivité de l'économie nationale.

19. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement devrait favoriser la mise en œuvre de la *réforme du secteur de l'énergie*, qui permettrait d'introduire certains mécanismes de marché afin d'exploiter les possibilités d'investissement dans les technologies d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. Dans le cadre de la réforme du secteur de l'énergie, le Conseil des ministres est en train de mettre au point un ensemble de lois, dont une sur le marché de l'électricité qui régit la structure du régime de propriété de l'industrie du chauffage et de l'électricité, précise le rôle de l'État dans la fixation des tarifs du chauffage et de l'électricité et établit les principes fondamentaux du marché de gros de l'électricité.

20. Au moment d'élaborer la législation relative au secteur de l'électricité (projet de loi sur le marché de l'électricité), le Bélarus, en tant que membre de l'UEE et observateur potentiel auprès de la Communauté de l'énergie, devrait adopter des principes axés sur le marché et un cadre réglementaire fondé sur les enseignements tirés au niveau international. Par exemple, la législation en vigueur autorise les investisseurs étrangers à construire de nouvelles centrales électriques et garantit le raccordement aux réseaux électriques nationaux ainsi que l'achat de leur production. Cependant, elle ne prévoit aucune prescription ou règle spécifique concernant la dissociation et la séparation des activités de transport et des activités de distribution et d'approvisionnement et ne contient pas d'exigences particulières concernant l'indépendance de l'opérateur du système de transport. Aucune disposition ne prévoit l'accès sans discrimination de tierces parties aux réseaux de transport d'électricité ou la possibilité pour les consommateurs de choisir leur fournisseur. Le Gouvernement devrait continuer de s'employer à *restructurer les tarifs de l'énergie* pour éliminer les subventions croisées et parvenir à un niveau de prix reflétant le coût de production. La version révisée de la législation devrait également encourager le développement des entreprises de services énergétiques et d'autres *mécanismes de marché* à même d'attirer des investissements dans les technologies d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.

21. La gouvernance du secteur de l'énergie renouvelable s'appuie sur la loi globale sur les sources d'énergie renouvelables (2010), qui réglemente les activités visant à promouvoir et à utiliser les énergies renouvelables et à encourager le développement, la fabrication et le déploiement de technologies et d'équipements avancés et efficaces en la matière. Entre autres choses, la loi garantit un accès sans discrimination au réseau et définit le soutien de l'État au développement des énergies renouvelables au moyen d'un système de politiques fiscales encourageant les investissements étrangers dans le secteur. Pour améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la loi, il faudrait élaborer un *plan d'action national en matière d'énergies renouvelables*, accompagné de règlements d'application, qui serait conforme à la pratique internationale existante. Le Gouvernement devrait promouvoir l'intégration de l'énergie renouvelable dans les réseaux, veiller à l'attractivité des tarifs verts pour les opérateurs de réseau et les entreprises de distribution d'électricité et établir des règles détaillées, claires et transparentes concernant l'accès de tierces parties aux réseaux électriques.

22. L'un des principaux objectifs de la politique énergétique de la **Géorgie** est la sécurité énergétique, compte tenu du fait que le pays est hautement tributaire des importations de combustible fossile. Même si le développement économique ne cesse de s'améliorer, les questions environnementales demeurent un défi. Le fait d'améliorer l'efficacité énergétique et d'accroître encore l'utilisation des sources d'énergie renouvelables contribuerait donc à instaurer un modèle de développement plus durable, améliorerait la sécurité énergétique du pays et renforcerait la durabilité environnementale. Sur les cinq pays passés en revue, la Géorgie est le seul à avoir le statut de Partie contractante auprès de la Communauté de l'énergie et à avoir signé un accord d'association avec l'UE. Elle est donc tenue de transposer dans son droit interne tout l'acquis communautaire relatif à l'efficacité énergétique, y compris le troisième paquet énergie de l'UE, et de l'appliquer. Toutefois, la Géorgie n'a pas encore approuvé de loi relative à l'efficacité énergétique. Un projet de plan d'action national en matière d'énergie renouvelable est en train d'être parachevé. Même si le

pays a adopté plusieurs lois concernant le fonctionnement et la gouvernance du secteur énergétique, il est à ce jour le seul de la région à ne disposer d'aucun texte de loi ou règlement d'application concernant l'efficacité énergétique. De ce fait, le cadre actuel empêche de créer une nouvelle structure institutionnelle (ou d'adapter celle qui existe) pour séparer clairement les responsabilités et la gouvernance.

23. Compte tenu de ce qui précède, une importante recommandation pourrait être d'*améliorer le cadre réglementaire existant* en adoptant et en appliquant une loi sur l'efficacité énergétique et son règlement d'application. Cela permettrait au Gouvernement de respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre de la Communauté de l'énergie, de renforcer le cadre institutionnel et de poursuivre l'élaboration des mécanismes juridiques, financiers et fiscaux permettant d'accroître les investissements relatifs à l'efficacité énergétique dans l'économie géorgienne.

24. D'autres recommandations visant à remédier aux lacunes dans l'application de pratiques énergétiques durables pourraient notamment être les suivantes : renforcer les *capacités institutionnelles* et améliorer la coordination du suivi et du respect de la réglementation en la matière ; établir une *agence de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique* ; mettre en place des *incitations* fiscales et financières pour encourager les ménages et les secteurs du commerce et de l'industrie à utiliser des appareils et des technologies à faible consommation énergétique ; concevoir des règles, des normes et des systèmes d'étiquetage pour les appareils ; mieux *sensibiliser* les ménages aux mesures d'efficacité énergétique afin de faire évoluer les préférences et les comportements des consommateurs.

25. Le **Kazakhstan** a élaboré des politiques de développement du secteur énergétique alignées sur les objectifs généraux de développement économique fixés dans les programmes stratégiques nationaux, notamment la « Stratégie 2050 ». Ces politiques visent également à assurer le développement équilibré et durable du secteur de l'énergie pour soutenir la croissance économique et améliorer le niveau de vie et la sécurité énergétique dans le pays. Constatant que les ODD de l'ONU et leurs cibles coïncidaient parfaitement avec les priorités et tâches du Kazakhstan, le Sénat kazakhe a adopté une déclaration appelant à favoriser l'intégration des ODD dans la législation nationale.

26. Le Gouvernement dispose d'un système complet de cadres juridiques, politiques et institutionnels, qui est révisé et modifié en cas de besoin. Dans la plupart des cas, les lois s'accompagnent de règlements d'application et sont mis en œuvre et appliquées dans le cadre de stratégies nationales et de programmes de développement. Les programmes de développement sectoriel et autres comprennent des indicateurs et des cibles permettant d'évaluer les progrès réalisés par le pays dans la réalisation des objectifs fixés. La législation sur le secteur énergétique, l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable favorise l'application des meilleures pratiques dans des domaines de développement spécifiques.

27. Le complexe des combustibles et de l'énergie du Kazakhstan pose toutefois des problèmes, dont certains sont directement liés au développement durable. Le Gouvernement mentionne, entre autres, une capacité de production insuffisante pour couvrir la demande croissante en énergie, la forte intensité énergétique de l'économie, le faible niveau d'efficacité énergétique et la mauvaise performance environnementale des technologies. D'importants investissements sont nécessaires pour moderniser l'infrastructure vieillissante du pays. La réduction de l'intensité énergétique constitue un autre défi de taille. Les tarifs du chauffage et de l'électricité restent trop bas pour encourager les institutions financières privées à investir dans la modernisation de l'infrastructure du secteur, en particulier de l'infrastructure du chauffage, dont la remise en état nécessite des ressources conséquentes.

28. Pour résoudre ces problèmes, le Gouvernement a élaboré une série de programmes législatifs et politiques, qui définissent des priorités et des objectifs pour la période allant jusqu'à 2030 en vue notamment de : moderniser les installations existantes pour la production et le transport de chaleur et d'électricité et pour le raffinage du pétrole et en construire de nouvelles ; continuer de développer les marchés nationaux de l'énergie et des combustibles en renforçant la libéralisation et la concurrence ; moderniser les secteurs de l'industrie et des transports et mettre en place des technologies avancées pour améliorer

l'efficacité énergétique et réduire les effets négatifs sur l'environnement ; mettre au point des technologies et développer l'infrastructure pour utiliser des sources d'énergie alternatives et favoriser par exemple l'énergie renouvelable et l'énergie nucléaire, le traitement du gaz associé, le transport du gaz et l'industrie chimique du charbon. Pour appuyer ces programmes de politique générale, le Gouvernement a défini des cibles et des objectifs concrets pour la période allant jusqu'à 2030, des moyens et des mécanismes permettant de les atteindre, ainsi que les résultats attendus pour toutes les branches du complexe des combustibles et de l'énergie (charbon, pétrole, gaz, industrie nucléaire et énergie électrique) s'agissant du rendement énergétique et de l'économie d'énergie.

29. Compte tenu de ces priorités et de la nécessité d'assurer un développement équilibré et durable du secteur énergétique pour soutenir la croissance économique et améliorer le niveau de vie et la sécurité énergétique au Kazakhstan, il pourrait être préconisé : d'accroître l'*efficacité énergétique* et de réduire l'impact environnemental de la production de chaleur et d'électricité ; de *moderniser* les installations de production d'électricité existantes et d'en construire de plus efficaces, tout en mettant hors service les installations vétustes ; d'accroître la part des *sources d'énergie renouvelables* dans le bouquet énergétique et de les intégrer efficacement au système électrique national ; d'*améliorer le climat d'investissement* pour attirer des investissements majeurs dans le secteur ; d'*éliminer les subventions croisées* dans le secteur de la production de chaleur et d'électricité.

30. Le **Kirghizistan** met en œuvre une politique publique visant à favoriser le développement socioéconomique du pays et notamment à améliorer l'efficacité du secteur énergétique grâce à l'élaboration d'un cadre réglementaire et d'une infrastructure institutionnelle appropriés et en mettant en œuvre les programmes et plans d'action gouvernementaux correspondants. Un ensemble de documents législatifs associé à des stratégies de développement sectoriel constitue une bonne base, mais le manque de volonté politique et la mauvaise gouvernance ont pour effet de mettre en veilleuse le processus de réforme. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'échec de la réforme des tarifs, qui avait pour objectif d'assurer le recouvrement total des coûts par l'introduction de tarifs rationnels et l'élimination des subventions croisées. Le Gouvernement devrait retravailler sa politique de développement du secteur énergétique en renforçant les mécanismes institutionnels existants, en améliorant la législation relative à l'efficacité énergétique et en assurant des sources de financement fiables et durables.

31. Sur le plan législatif, le Kirghizistan rencontre des problèmes similaires à ceux des autres pays examinés, à savoir des lacunes dans la législation secondaire nécessaires pour appliquer les lois. Certaines lois ne sont pas suffisamment précises en ce qui concerne les autorités responsables de la mise en œuvre, ce qui entraîne des retards ou le non-respect de la loi. Il y a également des cas (loi de 2012 sur l'efficacité énergétique des bâtiments) où malgré l'adoption de règlements d'application, les dispositions n'ont pas été mises en œuvre ou respectées car les responsabilités n'avaient pas été correctement réparties entre les organes gouvernementaux compétents.

32. Un certain nombre de problèmes importants dans le secteur énergétique tiennent au développement durable du pays et font obstacle à la réalisation des objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous. Parmi ces problèmes figurent l'obsolescence du cadre réglementaire, l'inefficacité de la structure tarifaire du chauffage et de l'électricité, le manque d'investissements dans la remise en état et la modernisation des équipements vétustes et la faible exploitation du potentiel hydroélectrique du pays.

33. Pour remédier aux lacunes dans l'application de pratiques énergétiques durables, il pourrait notamment être préconisé : d'améliorer les cadres réglementaires et institutionnels existants ; de désigner une *autorité réglementaire indépendante* ; de mettre en œuvre la *réforme tarifaire* visant à éliminer les subventions et à fixer des tarifs reflétant les coûts pour améliorer la stabilité financière du secteur ; d'établir une *autorité gouvernementale spécialement chargée* de renforcer et de promouvoir l'efficacité énergétique ; d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables en mettant en place divers mécanismes d'incitation.